



Accueil | Genève | Actu genevoise | Maltraitements à Mancy – Enfants autistes: comment les médecins ont été marginalisés

Abo **Maltraitements à Mancy**

Enfants autistes: comment les médecins ont été marginalisés

Les réformes mises en place par Anne Emery-Torracinta au sein de l'établissement genevois ont réduit la place du thérapeutique dans la prise en charge du handicap. Un choix controversé.



Laurence Bezaguet, Marc Bretton

Publié: 26.02.2022, 09h26



Unique en son genre en Suisse, l'Office médico-pédagogique (OMP) faisait travailler ensemble médecins et pédagogues.

LUCIEN FORTUNATI

Le drame de Mancy a pris tout le monde de court. Comment une structure comme l'Office médico-pédagogique (OMP) dédiée aux enfants de 4 à 18 ans, souffrant aussi bien de problèmes d'apprentissage ou psychologiques que de troubles autistiques sévères, a-t-elle pu déraiper au point de n'avoir pas pu gérer les problèmes de maltraitance au foyer de Mancy?

Rappelons que ce dernier a été ouvert en 2018 à Collonge-Bellerive. Des jeunes, lourdement handicapés, y auraient été traînés par terre, privés de nourriture et une adolescente a subi une intoxication médicamenteuse qui pourrait s'avérer être un empoisonnement.

Certains actes relèvent probablement de dérapages individuels, mais ils sont intervenus dans le contexte d'un organisme dont la tâche n'a cessé de croître (plus 15% d'enfants dans le secteur spécialisé, contre 10% de hausse dans l'enseignement régulier depuis 2010) et les structures de changer.

Par ailleurs, durant ces dix dernières années, le poids des médecins s'est estompé au sein de l'OMP, comme le constate son ancien directeur, le professeur Stephan Éliez, dans une interview exclusive parue dans notre édition du 11 février. «La conseillère d'État Anne Emery-Torracinta voulait privilégier une vision pédagogique, déclarait le psychiatre.

On n'avait pas le même regard; pour moi, la complémentarité pluriprofessionnelle étroite et harmonieuse entre le pédagogique et le thérapeutique est indispensable pour répondre correctement aux besoins de ces enfants.» A-t-il raison? Que s'est-il passé? Pour le savoir, il faut remonter le film.

Le soin et la pédagogie

Unique en son genre en Suisse, l'OMP faisait travailler ensemble médecins et pédagogues. Son chef durant vingt ans, Juan Manzano, connu pour son professionnalisme et sa grande bienveillance, était un homme respecté, à la fois professeur à la Faculté de médecine et directeur du service.

Son successeur, Stephan Éliez, avait également cette double casquette et ce n'est pas un hasard: pour travailler valablement, la structure nécessite «un rapport équilibré entre les aspects pédagogiques et médico-psychologiques, ainsi qu'un fonctionnement interdisciplinaire soutenu», souligne notamment un rapport sur l'OMP réalisé en 2009 par l'auditeur Evaluanda.

À l'époque, ce modèle remportait tous les suffrages: «Nombreux sont ceux qui nous l'enviaient, se souvient une collaboratrice du secteur médico-psychologique de l'OMP. Ailleurs, on travaille en silo soins et en silo pédagogique, sans terrain propice aux échanges.

Ici, on soutient un enfant, pas un élève ou un patient! On ne veut pas le stigmatiser, on pose un diagnostic pour accompagner au mieux son développement, en partenariat avec les familles et les écoles. Malheureusement, depuis l'arrivée d'Anne Emery-Torracinta, on est en train de chambouler ce précieux fonctionnement à deux têtes!»

Notre interlocutrice d'ajouter: «On a perdu la philosophie de la structure bicéphale qui génère certes parfois des tensions entre pédagogues et thérapeutes et qui est peut-être plus compliquée à gérer, mais plus il y a de compétences différentes, plus c'est riche et efficace. Là, j'ai le désagréable sentiment qu'on recrée des silos.»

Médecins loin des enfants

Car beaucoup de choses ont changé depuis dix ans. D'abord, l'organigramme de l'OMP a été «normalisé». Alors que le médical s'incarnait dans la personne du directeur, responsable par ailleurs du secteur, il se répartit désormais entre deux services sur les cinq existants.

Le profil de la dernière directrice en date, arrivée en 2018, n'a rien à voir avec celui de ses prédécesseurs.

Actuellement absente de son poste pour une durée indéterminée, Sandra Capeder est une ancienne responsable du service de la petite enfance de la Ville de Genève, secteur soumis à de fortes tensions, où son autorité a parfois été publiquement mise en cause. Responsable des associations de parents d'élèves, proche du Parti

socialiste, son profil était en phase avec le nouveau paradigme, soit la mise en veilleuse des médecins psychiatres et des psychologues dans la prise en charge des enfants.

La nomenclature des services de l'OMP témoigne de la même évolution. À la rentrée 2020, ce qu'on appelait les centres médico-pédagogiques prenant en charge les enfants souffrant de gros problèmes, comme l'autisme par exemple, se sont transformés en écoles de pédagogie spécialisées.

Ces changements sur la forme et le fond ont fini par avoir des conséquences. «Désormais, nous disent sous couvert de l'anonymat (*) des professionnels de l'OMP, le rôle des médecins et des psychologues dans les foyers de Mancy et de Pré Lauret (situé à Bernex, celui-ci) est de conseiller et de soutenir les équipes, mais sans rencontrer les enfants. Alors qu'avant, nous étions censés les voir pour rédiger des rapports.»

La magistrate des familles

Anne Emery-Torracinta assume ces changements. Dans une lettre envoyée aux collaborateurs de l'OMP le 24 juin 2014, elle explique que le système est à bout: «En dépit de l'engagement de chacun, explique-t-elle, tant les collaborateurs que la hiérarchie font état de difficultés de fonctionnement liées à l'organigramme et à la communication interne. [...]» Évoquant le manque de moyens, l'éloignement de la direction du terrain, elle estime qu'il n'y a pas le choix: «Divers changements s'avèrent indispensables pour permettre la poursuite du travail.»

D'autres facteurs ont aussi joué. Les anciens directeurs de l'OMP Juan Manzano et Stephan Éliez ont endossé un rôle cyclopéen, devenu intenable vu l'évolution de la société et la hausse du travail (formation jusqu'à 18 ans, augmentation des cas).

En 2018, un audit réalisé par l'ancien secrétaire général du DIP, Frédéric Wittwer, affirme que le directeur de l'OMP aurait demandé à être soulagé de certaines tâches. Par ailleurs, le modèle de prise en charge médicale et d'accompagnement pédagogique serait devenu un vecteur de tension, selon certains syndicats, une évaluation récusée par des sources médicales.

Sur le fond, l'approche thérapeutique (psychiatres et psychologues) est mal vue par les associations de parents, qui luttent pour desserrer ce qu'ils considèrent comme une emprise médicale et psychanalytique excessive sur leurs enfants.

Dans ces milieux, on déplore particulièrement «le fonctionnement autarcique du médical, en lien avec sa conception restrictive du secret médical». Insieme, la plus grande association de parents de personnes atteintes d'une déficience intellectuelle du canton, explique dans une publication ⁷ que «le handicap est créé par la société, même s'il découle à l'origine d'une déficience. Il n'est pas immuable mais situationnel: il peut disparaître si l'environnement s'adapte.» De là à penser que le médical est secondaire, il n'y a qu'un pas vite franchi...

«Le handicap est créé par la société, même s'il découle à l'origine d'une déficience. Il n'est pas immuable mais situationnel: il peut disparaître si l'environnement s'adapte.»

Insieme, la plus grande association de parents de personnes atteintes d'une déficience intellectuelle

Quand elle prend les commandes du DIP en 2013, Anne Emery-Torracinta, mère d'un enfant autiste et ancienne présidente d'Insieme, porte naturellement ces revendications et les applique en promouvant l'école inclusive et en envoyant les professionnels de l'OMP et les enfants dont ils s'occupent dans les établissements scolaires.


Les coûts du nouveau système explosent, sans d'ailleurs satisfaire forcément les parents: «Sur le terrain, je me pose des questions sur le manque de formation des professionnels appelés à faire du pédagogique spécialisé», explique ainsi la députée Verte Marjorie de Chastonay, parente elle aussi d'un enfant autiste et présidente de la Fédération genevoise d'associations de personnes handicapées et de leurs proches.

Pour les professionnels, les doutes sont nombreux. «Il est préférable pour des enfants avec de grosses difficultés d'être scolarisé dans une petite classe de 4-5 élèves que d'être intégrés dans une école traditionnelle avec plus de 20 élèves par classe, estime par exemple l'un de nos interlocuteurs. Et je ne parle pas du nombre d'enfants à la récréation. Cela peut être très déstabilisant d'être mis dans une telle situation.»

Malgré les critiques et les alarmes de ces dernières années, Anne Emery-Torracinta a toujours campé sur ses positions. Peut-on dire que les graves dysfonctionnements de Mancy sont le résultat indirect d'une réforme menée au pas de charge? Inquiet, un collaborateur de l'OMP estime en tout cas qu'aujourd'hui, l'office «devrait passer sous la tutelle du Conseil d'État durant les enquêtes en cours». Quoi qu'il en soit, le débat continue: le DIP anticipe une hausse de 20% des élèves en enseignement spécialisé ces prochaines années.

** La grande majorité de nos nombreux interlocuteurs, dont nous connaissons l'identité, s'exprime de façon anonyme par peur de représailles.*

Laurence Bézaguet travaille à la Tribune de Genève depuis 1995. A démarré sa carrière au Courrier avant de collaborer six ans au feu quotidien La Suisse. A aussi été journaliste indépendante durant dix-huit mois au Canada et rédigé un livre sur la Traversée de la rade, paru en 1996, avec l'ancien conseiller d'Etat David Hiler. [Plus d'infos](#)

Marc Bretton est journaliste à la Tribune de Genève. Il a travaillé au sein de la rubrique nationale et suit les questions politiques et économiques pour la rubrique genevoise depuis 2004. [Plus d'infos](#)
 @BrettonMarc

Publié: 26.02.2022, 09h26

Vous avez trouvé une erreur? [Merci de nous la signaler.](#)

28 commentaires